



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique de sécurité

Question au Gouvernement n° 351

Texte de la question

POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Mme la présidente . La parole est à M. Guillaume Lepers.

M. Guillaume Lepers . Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur. Avec Laurent Wauquiez et les députés de la Droite républicaine, nous avons fait de la restauration de l'ordre dans la rue et à nos frontières une priorité. *(Exclamations sur quelques bancs du groupe RN.)* Sur ces sujets, vous savez pouvoir compter sur notre plein et entier soutien.

En matière de sécurité, les sujets ne manquent pas : violences faites aux femmes, délinquance du quotidien, banditisme, narcotrafic et filières de l'immigration illégale, auxquels s'ajoute la menace terroriste qui perdure. Je tiens à rendre hommage aux forces de l'ordre qui s'engagent quotidiennement, avec acharnement, pour garantir la sécurité des Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR, ainsi que sur quelques bancs des groupes RN et Dem.)*

Cependant, dans l'exercice de leurs missions, nos policiers et gendarmes restent confrontés à un manque de moyens évident. Dans ma circonscription, la zone police de Villeneuve-sur-Lot, qui fait pourtant la même superficie que Paris intra-muros, ne compte la nuit que deux équipages pour répondre aux appels de police secours. La gendarmerie n'est pas en reste : il manque ainsi quatre gendarmes par rapport à l'effectif théorique de la petite communauté de brigades de Sainte-Livrade-sur-Lot.

Alors que le projet de loi de finances pour 2025 prévoyait initialement la livraison de 3 000 véhicules, ainsi que la création de 500 emplois en gendarmerie et de 376 postes de policiers aux frontières, les forces de l'ordre n'obtiendraient finalement que la moitié des véhicules et le seul remplacement des départs. Aujourd'hui, les policiers manifestent devant l'Assemblée nationale, afin qu'on leur garantisse les moyens promis dans la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur, c'est-à-dire un total de 15 milliards d'euros d'investissement d'ici 2027.

Ma question est donc la suivante : pouvez-vous confirmer à la représentation nationale que vous allez bien donner à nos personnels les moyens de rétablir l'ordre dans nos villes, dans nos villages et à nos frontières ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur quelques bancs du groupe RN.)*

M. Laurent Wauquiez . Bravo !

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. François-Noël Buffet, *ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur* . Ma réponse pourrait être

très courte : oui, la Lopmi et l'objectif d'investissement de 15 milliards d'euros d'ici 2027 seront respectés, de même que l'engagement de 800 millions supplémentaires dans le budget pour 2025.

M. Jean-Paul Lecoq . Quel budget ?

M. François-Noël Buffet, ministre . Ce budget maintient à la fois les capacités opérationnelles de l'ensemble des personnels et les moyens de l'immobilier. Il n'y a donc pas de difficultés. Vous évoquiez en particulier le rassemblement d'un important syndicat de police : le budget de la police nationale sera en hausse de 250 millions d'euros par rapport à l'année dernière, grâce à cette loi de finances dont nous attendons l'approbation par votre assemblée, le plus tôt possible. Sans cette dernière, nous aurons du mal à tenir les engagements pris pour que nos personnels puissent remplir leur mission, c'est-à-dire assurer la sécurité de notre territoire et de tous les Français. Ce matin, le ministre d'État Bruno Retailleau s'est rendu auprès des manifestants pour leur confirmer ces engagements et leur annoncer le règlement prochain de la prime promise à l'occasion des Jeux olympiques. Il faut donc voter ce budget...

M. Jean-Paul Lecoq . Chiche ! Mettez-le donc au vote...

M. François-Noël Buffet, ministredont la France, nos forces de police et notre sécurité ont besoin, au quotidien et pour l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR et Dem.*)

M. Thibault Bazin . Excellent !

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Lepers](#)

Circonscription : Lot-et-Garonne (3^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 351

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur (M)

Ministère attributaire : Intérieur (M)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 février 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 février 2025